

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DE L'AIN  ARRONDISSEMENT DE BOURG-EN-BRESSE

N° d'ordre : 20200720-05DCC



EXTRAIT DU REGISTRE  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
Séance du 20 juillet 2020  
DES DELIBERATIONS

L'An deux mille vingt, le lundi vingt juillet à dix-neuf heures trente, les membres du Conseil de la Communauté de communes de la Veyle, légalement convoqués, se sont réunis au gymnase de l'Escale à SAINT-JEAN-SUR-VEYLE sous la présidence de Christophe GREFFET.

COMMUNES	DELEGUES	Présent(s)	Excusé(s)	Absent(s)	COMMUNES	DELEGUES TITULAIRES	Présent(s)	Excusé(s)	Absent(s)
Bey	M. GENTIL	x			Mézériat	G. DUPUIT	x		
	M. GADIOLET (suppléant)					N. ROBIN	x		
Biziat	G. AGATY	x			Perrex	L. VOLATIER	x		
	C. LEMONON (suppléante)					J.-J. VIGHETTI	x		
Chanoz-Châtenay	O. MORANDAT	x			Pont-de-Veyle	J.-M. MONTANGERAND (suppléant)			
	K. LACROIX (suppléante)					A. ALEXANDRINE		x	
Chaveyriat	G. RAPY	x			Saint André d'Huiriat	L. MICHEL	x		
	G. RONGEAT (suppléante)					V. CONNAULT	x		
Cormoranche-sur-Saône	J. PALLOT	x			Saint Cyr-sur-Menthon	MC. BODILLARD (suppléante)			
	N. LE MOAL (suppléante)					J.-L. CAMILLERI	x		
Crottet	J.-P. LHÔTELAIS	x			Saint Genis-sur-Menthon	H. ANGLÉSIO	x		
	C. TURCHET	x				B. PELLETIER	x		
Cruzilles-les-Mépillat	M. DANNACHER	x			Saint Jean-sur-Veyle	C. GREFFET	x		
	D. BOYER	x				M. BROCHAND (suppléant)			
Grièges	J. POLONIA (suppléant)				Saint Julien-sur-Veyle	A. RENOUD-LYAT	x		
	A. GREMY	x				R. BROYER (suppléant)			
	T. CHARVET	x			Vonnas	S. REVOL	x		
A. SANDRIN		x		A. GIVORD		x			
Laiz	S. SCHAUVING	x			J.-F. CARJOT	x			
	S. MARECHAL GOYON	x			E. DESMARIS	x			
					F. DUBOIS		x		
					J.-L. GIVORD	x			

Envoi de la convocation : 13/07/2020

Affichage de la convocation : 15/07/2020

Nombre de conseillers élus : 32

Nombre de conseillers présents : 29

M. Michel GENTIL a transmis pouvoir à M. Christophe GREFFET et a rejoint la séance à 20h15

Mme Annie SANDRIN a transmis pouvoir à Mme Annick GREMY

Mme Aurélie ALEXANDRINE a transmis pouvoir à M. Luc MICHEL

Mme Françoise DUBOIS a transmis pouvoir à M. Jean-François CARJOT.

A l'unanimité, Monsieur AGATY est désigné Secrétaire de séance.

**OBJET :** AFFAIRES GENERALES – Désignation du représentant de la Communauté de communes au conseil d'administration du collège de PONT-DE-VEYLE

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-21 et L5211-1,

**Vu** le Code de l'éducation et notamment les articles R421-14 et suivants,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019 indiquant la compétence « action sociale d'intérêt communautaire » dans la liste des compétences optionnelles de la Communauté de communes de la VEYLE, comprenant notamment la jeunesse,

**Considérant** que, conformément aux dispositions du Code de l'éducation, le collège GEORGES SAND de PONT-DE-VEYLE dispose d'un conseil d'administration et que la Communauté de communes participe à son conseil d'administration en tant que représentant du groupement de communes où siège l'établissement ;

**Considérant** que suite au renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires intervenu en mars 2020, il est nécessaire de procéder à la désignation d'un nouveau représentant de la Communauté de communes au conseil d'administration du collège de PONT-DE-VEYLE ;

**Considérant** que Gilles RAPHY présente sa candidature ;

**Le Conseil communautaire,**  
**Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**DESIGNE** Gilles RAPHY, membre du Conseil communautaire, pour siéger au conseil d'administration du collège GEORGES SAND de PONT-DE-VEYLE ;

**AUTORISE** le Président à signer la présente délibération et à entreprendre toutes démarches à l'exécution de la présente délibération.

Certifié exact et pour extrait conforme  
Le Président,

Christophe GREFFET.



Certifié exécutoire

Affiché le :

24 JUL. 2020

Transmis en Préfecture le :

24 JUL. 2020

**Voies et délais de recours :** En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la juridiction administrative ne peut être saisie par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.